



EXTENSION DU DOMAINE DE LA LUTTE

26 mars 2026

Basculement stratégique des États arabes face à l'Iran : vers un grand boum de la guerre au Moyen-Orient ?


Un conflit régional majeur au Moyen-Orient qui couve ? Après des frappes iraniennes contre des infrastructures énergétiques dans plusieurs pays du Golfe - du Qatar à l'Arabie saoudite, en passant par les Émirats arabes unis et le Koweït - les États sunnites durcissent leur posture entre condamnations diplomatiques, tensions avec Téhéran et réflexion sur une réponse militaire.

 Michel Fayad ↗

6 min de lecture

 PARTAGER

 CLASSER

 Écoutez cet article 9:17min

Atlantico : Assiste-t-on aujourd'hui aux prémices d'un conflit régional d'ampleur au Moyen-Orient ?

Michel Fayad : Nous n'en sommes plus aux prémices — nous sommes en plein dedans, même si le conflit n'a pas encore atteint sa pleine intensité. Les frappes iraniennes sur les infrastructures énergétiques du Golfe — Ras Laffan au Qatar, raffineries koweïtiennes et saoudiennes, installations aux Émirats — ne sont pas des incidents tactiques isolés. Elles traduisent un changement de nature : la République islamique d'Iran ne mène plus sa guerre uniquement par proxys interposés. Sévèrement touché dans son commandement depuis l'opération Lion rugissant et Fureur épique du 28 février 2026, le régime des mollahs frappe désormais directement les monarchies arabes du Golfe Persique qui ont servi de plateformes logistiques

Aa 100% Aa

Ce passage de la guerre de l'ombre à la confrontation directe constitue une rupture durable. Les réactions des monarchies arabes du Golfe Persique — condamnations fermes, interceptions coordonnées, signes de rapprochement militaire au sein du CCG (le Conseil de coopération du Golfe qui les regroupe) — expriment une conviction qui mûrit depuis des années dans ces capitales : la dissuasion passive ne suffit plus, et les garanties de sécurité occidentales sont moins automatiques qu'elles ne le semblaient.

À lire aussi

Les frappes israélo-américaines en Iran inquiètent la Chine et la Russie pour l'avenir

Emmanuel Cahour

Pourquoi, malgré ces attaques, les monarchies du Golfe restent-elles pour l'instant dans une réponse principalement diplomatique ?

Les monarchies arabes du Golfe Persique ont une vulnérabilité structurelle que la République islamique d'Iran connaît parfaitement : leurs raffineries, leurs terminaux gaziers, leurs usines de dessalement — qui fournissent l'essentiel de l'eau potable dans ces pays désertiques — et leurs hubs logistiques sont concentrés, exposés, et difficilement protégeables contre une saturation de missiles et de drones. La République islamique d'Iran a déjà menacé de détruire définitivement les infrastructures régionales équivalentes si ses propres centrales électriques étaient frappées. Ce n'est pas une rhétorique creuse.

Ces monarchies préfèrent laisser les États-Unis et Israël poursuivre le démantèlement du dispositif militaire iranien avant de s'exposer directement. Elles parient sur l'usure de la République islamique d'Iran — sévèrement touchée dans son commandement, sous sanctions, en effondrement idéologique et économique — tout en renforçant discrètement leur défense. Mais leur patience a des limites : les déclarations saoudiennes sur le fait que « la patience n'est pas illimitée » sont des signaux clairs. Leur stratégie actuelle est celle du seuil : diplomatie tant que la République islamique d'Iran s'affaiblit sous les coups, action militaire quand le rapport de force le permettra pleinement.

Russie : comment la guerre en Iran a révélé les failles de la stratégie de sanctions envers la Russie

Vladislav Inozemtsev

En cas de guerre ouverte, quel rôle central pourrait jouer l'Arabie saoudite dans le rapport de force régional ?

L'Arabie saoudite serait l'acteur pivot — mais il faut peser les mots avec soin. Elle est la seule puissance sunnite disposant d'un budget de défense capable de soutenir une guerre de haute intensité, d'équipements occidentaux de premier rang, et d'une légitimité politique dans **le monde** arabo-musulman qui lui permet de structurer une coalition. Mohammed ben Salmane a déjà montré sa détermination à restaurer la dissuasion saoudienne, avec les résultats mitigés mais réels de la campagne au Yémen.

La Turquie, elle, dispose théoriquement des capacités militaires pour une guerre de haute intensité — et si le Qatar venait à la financer, cette équation changerait significativement. Mais à ce stade, Ankara ne rentrera pas en guerre contre la République islamique d'Iran : Erdoğan calcule, préserve ses options, et privilégie l'extension de son **influence** par d'autres voies. Le Pakistan, puissance nucléaire dont on mesure mal à quel point son basculement islamiste serait catastrophique, joue quant à lui pour l'instant un rôle d'intermédiaire entre Washington et Téhéran — un rôle qu'il ne voudra pas compromettre à court terme par une intervention directe.

À lire aussi

Bras de fer commercial UE / États-Unis : voilà pourquoi le match est beaucoup moins déséquilibré qu'il n'y paraît

Jean-Luc Demarty, Jean-Marc Siroën et Don Diego De La Vega

Les Émirats apporteraient des capacités technologiques et opérationnelles ciblées, le **Qatar** et le Koweït un appui financier et logistique.

Un tel conflit pourrait-il rappeler le scénario de la guerre du Golfe de 1990-1991 ?

100%

En 1991, la coalition faisait face à une armée conventionnelle irakienne, relativement statique, sans capacité de projection régionale à longue portée, sans réseau de proxys, sans doctrine de guerre asymétrique. La République islamique d'Iran de 2026 est un adversaire d'une toute autre nature : missiles balistiques précis, essais de drones, marine asymétrique redoutable dans les eaux resserrées du Golfe, réseau de proxys résiduels capables de frapper simultanément au Liban, en Irak et au Yémen — et un commandement qui, malgré les pertes subies, conserve des figures expérimentées et une chaîne de décision décentralisée conçue pour survivre aux frappes.

À lire aussi

Six mois après le grand blackout, la police de Berlin cible les extrémistes de gauche

Michael Curzon

Des parallèles existent néanmoins : les accords de défense avec les États-Unis, le Royaume-Uni et la France restent opérationnels, et vingt-deux pays dont la France ont déjà signifié leur disponibilité à contribuer à la réouverture du détroit d'Ormuz. Face à la République islamique d'Iran, ce serait incomparablement plus périlleux que face à l'Irak de Saddam Hussein.

Jusqu'où la République islamique d'Iran pourrait-elle aller dans une stratégie de riposte en cas d'escalade ?

La République islamique d'Iran a déjà commencé à répondre à cette question par les actes, et la réponse est : très loin, et sur des dimensions que l'opinion publique européenne sous-estime gravement. La fermeture du détroit d'Ormuz ne bloque pas seulement le pétrole — ce sont aussi les 77 millions de tonnes annuelles de gaz naturel liquéfié du Qatar qui y transitent, auxquelles s'ajoutent d'importants flux de LPG, de méthanol, de fuel oil et d'engrais. Le détroit d'Ormuz est la veine jugulaire de l'économie mondiale de l'énergie, et son blocage durable provoquerait une crise d'approvisionnement mondial sans précédent depuis les chocs pétroliers des années 1970.

À lire aussi

L'Iran intensifie ses frappes au Moyen-Orient malgré des négociations évoquées par Trump

100%

Emmanuel Cahour

Au-delà du détroit lui-même, la République islamique d'Iran et les Houthis disposent de la capacité de frapper ou de détruire des infrastructures critiques dont on parle trop peu : l'oléoduc SUMED (Suez-Méditerranée) qui relie la mer Rouge à la Méditerranée en contournant le Canal de Suez par l'Égypte, le BTC — Bakou-Tbilissi-Ceyhan — qui achemine le pétrole caspien vers les marchés européens, ainsi que le corridor gazier TANAP-TAP — le gazoduc Trans-Anatolien et son prolongement Trans-Adriatique — qui achemine le gaz azéri vers l'Europe et dont Ursula Von der Leyen avait fait une pièce maîtresse de la stratégie européenne de diversification énergétique après 2022, les gazoducs régionaux, mais surtout la capacité de paralyser la totalité de la production pétrolière saoudienne et gazière qatarie en ciblant leurs installations de traitement concentrées sur quelques sites névralgiques. Ras Tanura, Abqaiq, Ras Laffan : trois noms qui suffisent à comprendre l'ampleur du risque. Une frappe réussie sur ces installations — dont certaines ont déjà été ciblées en 2019 — pourrait retirer du marché mondial une part considérable de l'offre énergétique du jour au lendemain. La République islamique d'Iran peut également détruire les installations de dessalement et mettre ainsi à genoux les monarchies arabes du Golfe Persique, pays désertiques.

L'objectif des Gardiens de la Révolution islamique d'Iran n'est pas de gagner une guerre classique qu'ils savent perdue d'avance face aux États-Unis. C'est de rendre la victoire trop coûteuse pour ses adversaires, en régionalisant et en globalisant les dommages — avec des conséquences immédiates sur les marchés de l'énergie, sur l'approvisionnement en eau du Golfe, et sur les économies européennes déjà fragilisées.

Faut-il craindre une extension du conflit à la Syrie et une implication indirecte de la Turquie ?

À lire aussi

Vers un tournant dans la guerre en Ukraine ? Ce que le recul des troupes Russes face à la pression ukrainienne révèle vraiment

Viatcheslav Avioutskiï

100%

mais en réalité pour accomplir l'irréductibilité syrienne historique — l'annexion du Liban, que Damas a toujours considéré comme une province arrachée. Ce n'est pas une hypothèse fantaisiste : Hayat Tahrir al-Sham ne signifie pas « organisation pour la libération de la Syrie », mais « organisation pour la libération du Levant » — c'est-à-dire le Liban, la Syrie, Israël et la Jordanie. Le projet politique de Joulani, qui reste fondamentalement un terroriste jihadiste ayant troqué le keffieh contre le costume et la cravate et rétréci sa barbe pour se donner une apparence de respectabilité, est de soumettre l'ensemble du Levant à sa vision islamiste et d'en chasser ou d'en subjuguier juifs, chrétiens, druzes, alaouites, chiites et Kurdes. Les plus de dix mille morts parmi les minorités depuis la chute d'Assad ne laissent aucun doute sur la nature réelle du régime en place à Damas.

La Turquie d'Erdoğan, quant à elle, est déjà militairement présente en Syrie et cherche à étendre son influence sur l'arc sunnite du Proche-Orient. Elle ne rentrera pas en guerre directe contre la République islamique d'Iran à ce stade. Mais elle n'attendra pas non plus pour s'engouffrer dans le vide laissé par le recul iranien — par proxys, par influence, par financement, et avec le **soutien** financier potentiel du Qatar dont les intérêts convergent avec les siens dans la structuration d'un islam politique transnational. Erdoğan calcule en permanence plusieurs tableaux simultanément — et dans un conflit aussi volatile, ce type de comportement produit des escalades que personne n'a voulues. En cas de chute de la République islamique d'Iran, il voudra certainement peser sur l'avenir du Kurdistan iranien et exploiter les proximités culturelles et linguistiques entre la Turquie et les populations azéries d'Iran pour étendre son influence jusque dans les entrailles du pays.

MOTS-CLES

Moyen-Orient , conflit , Iran , Etats-Unis , conflit régional

THEMATIQUES

Géopolitique

A PROPOS DES AUTEURS



Michel Fayad

Michel Fayad est un professionnel de l'énergie et de la finance; professeur de géopolitique à l'IFP EN; chercheur en diplomatie, administration publique et politique et ancien conseiller du ministre de

100%